

Conférence de presse de rentrée sociale 24 septembre 2020

Intervention de Patrick Doutreligne, président de l'Uniopss

Le « monde d'après »... C'est pour quand ?

Quel que soit le chapitre ouvert sur ce Document de rentrée sociale, vous serez interpellés par la crise sanitaire et ses conséquences pour les populations modestes, les associations mais aussi les pouvoirs publics et sur la société en général.

Le Covid et son irruption dans notre pays et bien au-delà, sur notre continent et dans le monde entier, a bouleversé des schémas d'organisation que nous pensions inéluctables au vu des évolutions récentes des politiques sociales et économiques.

Les autorités, préalablement débordées par l'intensité et les conséquences de la circulation du virus ont pris des décisions en décalage profond avec les orientations imposées depuis plus de 10 ans, quant aux réductions drastiques de certains budgets, quant à l'impératif contrôle a priori, quant à la délivrance de multiples autorisations avant d'octroyer une aide, des dérogations pour le maintien de prestations sans réserves...

Assurément, la réactivité de l'État, après le cafouillage des masques et des tests, a permis la multiplication des initiatives pour tenter d'absorber les chocs économiques qu'allaient entraîner le confinement et l'arrêt brutal des activités.

A la fois en première ligne et particulièrement impacté par cette crise, le secteur sanitaire et le secteur médico-social dont les autorités financières dépendent de l'État ou des caisses de Sécurité sociale, ont eu des assurances de maintien de leurs financements déconnectés de l'activité. S'il faut saluer ces décisions, il n'en demeure pas moins que le secteur associatif s'est retrouvé démuné face aux autres financeurs que sont les collectivités territoriales ou même les contributeurs de la participation familiale.

De même, si le secteur hospitalier a pu être desserré du carcan administratif et financier pour laisser de l'autonomie et une capacité décisionnelle au corps médical et si des mesures ont été prises pour faciliter la scolarité ou la garde de leurs enfants, ont été oubliés ceux qui travaillaient au domicile des personnes âgées, malades ou en situation de handicap, dont la présence était indispensable, ne serait-ce que pour ne pas engorger les hôpitaux. Nous avons donc dû intervenir pour réintégrer ces travailleurs de l'ombre, si peu reconnus et si peu valorisés, y compris dans les discours officiels.

Toutes les crises ont des vertus de solidarité insoupçonnée, d'innovation subtile, de mise en lumière d'acteurs invisibles mais l'intelligence veut que nous en tirions les leçons et apprenions des diverses réactions. Le risque évidemment est d'oublier, dès la crise diminuée ou terminée ; de reprendre comme avant, sans modifier les aspects révélés durant cette période.

Or nous sommes inquiets lorsque nous analysons les dernières décisions des pouvoirs publics.

Un Plan de relance, certes d'une grande ambition, mais avec des grands trous dans la raquette : sur les 100 milliards d'euros annoncés, moins d'un milliard, soit seulement 1 %, est en effet orienté vers les plus modestes ; seules les mesures contre la précarité énergétique sont susceptibles de leur être utiles directement. Pas de mesures sur une relance du logement social, une très faible avancée sur l'économie sociale et solidaire, sur le soutien à l'aide à domicile, sur l'investissement vers le secteur non lucratif, sur la formation des publics éloignés du travail...

L'effort orienté vers les jeunes, attendu de toute la population, paraît assez sélectif, ne concernant que les jeunes prêts à entrer sur le marché du travail.

Comment comprendre ces choix politiques, au moment même où l'on va connaître un creusement des inégalités sociales et un accroissement des publics en grandes difficultés ? Les associations de solidarité que nous réunissons nous donnent à peu près toutes les mêmes chiffres : entre 30 et 40 % de nouvelles familles, de nouvelles personnes qui arrivent dans leurs permanences alimentaires, vestimentaires, d'aide financière...

Il nous semblait pourtant que l'enseignement majeur de cette crise nous portait à privilégier le vivre-ensemble et la solidarité indispensable en société... Or, dès à présent, la dimension économique reprend le dessus, elle est posée comme une priorité qui retient toute l'attention des politiques. Miser sur l'économie et l'emploi est bien sûr important mais oublier les plus modestes, les plus défavorisés qui ne pourront pas prendre le train en marche, est une erreur politique majeure.

Plus globalement, la reconstruction de l'économie doit passer par un modèle social repensé, réellement inclusif, et par des politiques structurelles ambitieuses.

La crise a par ailleurs démontré la capacité d'innovation et d'adaptation des associations de santé et solidarité, en contact permanent avec les populations, qui ont joué et continuent de jouer un rôle essentiel durant cette crise, que ce soit dans le champs des personnes âgées, du handicap, de l'enfance, de la famille ou encore de la lutte contre les exclusions au sens large. Il serait temps de reconnaître leur apport fondamental en matière de cohésion sociale et de prendre en compte leur parole dans l'élaboration des politiques publiques.

Le monde d'après « c'est pour quand ? »... Pour l'heure, nous n'en prenons pas le chemin et les inquiétudes des associations, fragilisées mais toujours mobilisées en cette période de rentrée, semblent particulièrement fondées.

Patrick Doutreligne
Président de l'Uniopss